Le 19-09-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Vidéo d'Anthony Coughlan à l'Université d'automne 2019 du Pardem

le 19 février 2019

Le texte de l'intervention d'Anthony Coughlan

Les traités de l'UE sont un contrat pour éviter le socialisme/communisme, ou en fait n'importe quel programme quelque peu significatif que l'on pourrait qualifier de “gauche”. Ils gravent dans le marbre la libre circulation des marchandises, des services, du capital et de la main d'oeuvre, ainsi que les politiques d'austérité qui vont avec, dans une Constitution UE de type fédéral qui s'impose à tous les Etats-Membres de l'UE de manière supranationale.

Ces traités font de nous tous des citoyens de l'UE, alors que l'on ne peut être seulement citoyen d'un Etat. La citoyenneté implique un Etat et le Traité de Lisbonne de 2009, qui donne à l'UE sa propre Constitution, nous a donné à tous une citoyenneté supplémentaire, celle d'une Union Européenne Fédérale, et qui s'ajoute à notre citoyenneté nationale. C'est tout à fait similaire à ce qui se passe dans des Fédérations les plus classiques, telles que les Etats-Unis ou l'Allemagne fédérale, où tout le monde est titulaire de deux citoyennetés – l'une au niveau fédéral, et l'autre au niveau régional ou national. C'est le niveau fédéral qui a la primauté en cas de litige entre les droits et les devoirs des citoyens à l'un ou l'autre niveau.

Cette situation est idéale pour les firmes transnationales d'Europe, car cela les libère du contrôle de l'Etat démocratique. Peu importe que ce contrôle soit national ou multinational, car l'Etat est le seul instrument que l'Histoire a développé pour imposer des contrôles sociaux sur le capital privé. Le Capital transnational cherche aujourd'hui à saper l'héritage démocratique de la Révolution Française, qui est le droit des nations à l'auto-détermination. C'est l'Etat démocratique, dont l'origine idéologique se trouve dans la Révolution Française, qui est nécessaire pour parvenir à la valeur centrale de la Révolution Russe – le socialisme/communisme, ou bien un programme politique et économique favorable à l'ensemble des classes laborieuses.

En 1973, le Parti Conservateur britannique, mené par Edward Heath, a fait entrer le Royaume-Uni au sein de la CEE. A l'époque, la gauche travailliste s'était opposée à ce projet. Heath espérait alors séparer la France de

l'Allemagne, ou bien être coopté par les Français et les Allemands dans un triumvirat qui dirigerait ensemble ce qu'il appelait “l'Europe”. Ces espoirs furent réduits en cendres et les désillusions qui en résultèrent nourrirent la montée de l'euro-scepticisme au sein du Parti Conservateur.

Cependant, l'ensemble des élites dirigeantes du Royaume-Uni voulait – et veut toujours – rester dans l'UE. Le gouvernement conservateur de David Cameron, soutenu par les intérêts financiers de la City de Londres, par les gros industriels du pays, Goldman Sachs et consorts, firent ouvertement campagne en faveur du “Remain” (Rester” dans l'UE) lors du référendum de 2016. La plupart des députés conservateurs du Parlement votèrent pour “Rester”. Ce fut le soutien implicite des 17 millions d'électeurs qui avaient voté “Leave” (Partir), qui a permis aux sécessionnistes conservateurs de prendre la tête du parti Tory. Mais les députés conservateurs favorables au vote “Rester”, ainsi que les partisans de Blair au sein du Parti Travailliste, ont utilisé leur majorité de vote à la Chambre des Communes pour tenter de contrecarrer le Brexit.

Theresa May, partisane du “Rester”, a passé trois ans à négocier un Brexit qui n'avait de Brexit que le nom. L'accord de divorce, tel que négocié par May, aurait maintenu le Royaume-Uni au sein de l'union douanière et du marché unique de l'UE, mais sans que le pays puisse avoir son mot à dire dans l'élaboration de leurs réglementations. Ce fut la révolte des militants de base à l'intérieur du Parti Conservateur contre cette situation, qui a fait de Boris Johnson le Premier Ministre. Johnson avait voté “Leave” (Partir) lors du référendum et il s'est engagé pour une véritable sécession. Il a réussi à négocier un accord de divorce avec l'UE qu'il veut faire suivre par un traité de libre-échange de long terme qui rendrait sa souveraineté au Royaume-Uni. Ce traité de libre-échange libèrerait aussi le pays de son devoir d'obéissance aux lois supranationales de l'UE – si toutefois il parvient à se libérer de l'emprise du Parlement britannique actuellement dominé par les partisans du “Rester”.

En Irlande, la classe politique europhile de la République a été consternée par le résultat du référendum du Brexit au Royaume-Uni. Les électeurs irlandais sont moins europhiles que leurs politiciens et leurs médias, comme le démontre leur rejet du Traité de Nice lors d'un référendum en 2001, et du Traité de Lisbonne en 2008. Les fédéralistes de carrière à Dublin ont répondu en faisant revoter le peuple une seconde fois sur ces traités pour inverser le résultat initial. Ils espéraient que les élites politiques britanniques, sous la houlette de Theresa May, auraient recours au même subterfuge en ce qui concerne le Brexit. Mais depuis que Boris Johnson est devenu Premier Ministre en Juin dernier, ils font face au cauchemar – pour eux – de la réalisation d'une véritable sécession.

La crainte fondamentale des élites irlandaises, c'est que l'opinion publique au sein de la République commencera à s'orienter vers l'Irexit [*la sécession irlandaise, NdT*], une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE. Un tel changement d'orientation est probable, car de nos jours, les avantages à rester dans l'UE sont maigres pour l'Irlande. Depuis 40 ans, de 1973, lorsque l'Irlande a signé pour se soumettre à la direction de Bruxelles, jusqu'en 2014, le pays était un bénéficiaire net des fonds européens, notamment pour ce qui est du subventionnement de ses fermiers. Durant ces années-là, l'opinion publique irlandaise considérait l'UE comme la “vache à lait” proverbiale. Mais désormais, la République d'Irlande est devenue un contributeur net à l'UE – pour 1 milliard d'euros cette année – et elle doit s'attendre à payer encore plus lorsque le Royaume-Uni sera parti. Voilà qui changera la perception populaire qu'ont les Irlandais sur l'UE.

L'euro-fédéralisme peut bien être l'idéologie de la classe politique et des médias irlandais, car ils se mêlent à leurs homologues de l'UE, mais le soutien est faible parmi les citoyens ordinaires.

Une fois hors de l'UE, l'Irlande récupèrerait ses précieuses zones de pêche.

Son commerce avec le Royaume-Uni et l'Amérique excède désormais celui avec l'UE continentale. Si l'Irlande reste dans l'UE alors que l'Irlande du Nord la quitte avec le reste du Royaume-Uni, de nouvelles dimensions sont destinées à s'ajouter à la frontière interne Nord-Sud de l'île. Si l'Irlande demeure un membre de l'UE, sa neutralité militaire sera menacée par les projets actuels de Bruxelles pour une armée européenne. Le principal problème de la République, si elle fait sécession, réside en l'euro, adopté en 1999 après avoir aboli

stupidement la livre irlandaise – une abolition de la monnaie nationale à laquelle tous les nouveaux Etats-Membres sont obligés de se plier. Mais l'euro est une construction branlante actuellement et ce problème sera surmonté.

Le Brexit sera un coup sévère pour l'UE. Ce n'est pas rien lorsque la cinquième économie du monde quittera la potentielle Euro-fédération. Cela encouragera d'autres Etats-Membres à en faire autant. Je pense que le Royaume-Uni s'en sortira très bien économiquement et politiquement lorsqu'il fera sécession d'avec l'UE.

L'UE met au défi les démocrates, qu'ils soient au Royaume-Uni, en Irlande ou dans chaque pays de l'UE. La position classique de la Gauche est que le tout premier devoir de militants du mouvement travailliste, de gauche et des socialistes, est avant tout de se faire les champions de la démocratie totale. Dans le contexte de l'UE, cela signifie soutenir le droit de faire ses propres lois et de ne pas avoir à obéir à des lois supranationales conçues par la Commission, le Conseil des Ministres, la Cour de Justice et le Parlement de l'UE.

Ce qui signifie que la Gauche doit soutenir l'indépendance nationale et la démocratie nationale des peuples dans l'UE. Voilà ce qu'est “l'internationalisme”, qui est notre valeur suprême, à l'opposé du “supranationalisme”. Cela veut dire soutenir le droit à l'auto-détermination des différentes nations. Dans le contexte européen, cela veut dire travailler à la destruction de cette monstruosité anti-démocratique qu'est l'UE. Le meilleur moyen de concrétiser cet objectif est de se faire l'avocat de la sécession de son propre pays d'avec l'UE, et de soutenir les autres pays qui veulent eux aussi faire sécession.

A mon avis, la raison principale pour laquelle la Gauche politique est si faible dans de nombreux pays aujourd'hui, c'est précisément parce qu'elle a échoué à soutenir la démocratie et l'indépendance nationale – le droit des peuples à faire leurs propres lois. Elle a en effet remis cette question dans les mains de la droite politique. La pensée traditionnelle socialiste et de gauche a prêté relativement peu d'attention aux facteurs déterminants que sont des frontières d'Etat stables. La Gauche a besoin de “récupérer l'Etat” idéologiquement, pour reprendre le titre d'un important ouvrage récemment publié en anglais sur ce sujet.* Car l'on doit obtenir des victoires idéologiques avant de pouvoir espérer des victoires politiques et électorales.

Je souhaiterais suggérer à mes amis, lors de cette université du PARDEM, que la défense de l'Etat-Nation contre le Capital transnational et les intérêts qui lui sont liés – et qui cherchent à saper l'Etat-Nation – constitue la principale tâche idéologique que la Gauche doit poursuivre aujourd”hui.

*** William Mitchell and Thomas Fazi, *Reclaiming the State : A Progressive Vision of Sovereignty for a Post-Neoliberal World*, Pluto Press, London, 2017, (ISBNB 978 0 7453 3732 6)**

(Anthony Coughlan est le Directeur du “National Platform EU Research and Information Centre”, Irlande et Professeur Emerite Associé en Politique Sociale au Trinity College de Dublin)

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire